



# ***QUELS SONT LES ENJEUX GEOPOLITIQUES DU FACE A FACE HISPANO-MAROCAIN ?***

***Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Marc REINA  
dans le cadre du séminaire  
« Actualité des théories géopolitiques  
du XIXème et début du XXème siècle »***

***Directeur : Philippe CONRAD***

***Mars 2006***

## *FICHE DOCUMENTAIRE*

1. Quels sont les enjeux géopolitiques du face à face hispano-marocain ?
2. 2006\_memoire\_geop\_face à face hispano-marocain\_Reina
3. Capitaine de corvette (Marine) REINA Marc (France)
4. 22 mars 2006
5. Division D – Groupe D5
6. Mémoire de géopolitique
7. L'Histoire révèle la continuité des rapports entre le Maroc et l'Espagne, leur richesse, leur intensité mais aussi leur violence. Tour à tour vainqueurs et vaincues, ces deux nations tissèrent des liens complexes jusqu'à l'ère moderne où le Maroc, état constitué et reconnu internationalement, fut disloqué et devint l'objet d'une compétition internationale farouche pour sa colonisation. L'indépendance obtenue en 1956 ne permit pas à l'Empire chérifien de récupérer l'intégralité de son territoire, rendant davantage complexes ses relations avec l'Espagne. Cette question territoriale empoisonne encore aujourd'hui les relations hispano-marocaines, auxquels s'ajoutent les problèmes d'immigration et de terrorisme. Depuis 2003 semble cependant se dessiner un rapprochement entre les deux nations, dû notamment à un contexte international en évolution, qui les oblige ainsi à revoir la nature de leurs relations. Mais seule la mise à plat des contentieux territoriaux permettra véritablement de changer la perception des peuples et de garantir la sérénité pérenne de cette relation, qui conditionne la stabilité aux frontières Sud de l'Europe.
8. Reconquista, Sahara, Vivès, Espagne, Maroc.

## AVANT-PROPOS

Parmi les auteurs de géopolitique étudiés dans le cadre du séminaire « Actualités des théories géopolitiques du XIXème et début du XXème siècle », l'Espagnol Jaime Vicens Vives a particulièrement retenu l'attention de l'auteur de ce mémoire.

Méconnu en France, Jaime Vicens Vives (1910-1960) est pourtant considéré comme le rénovateur de la science géohistorique espagnole qui traduit une approche extrêmement intéressante de la géopolitique à une époque où cette dernière n'avait pas encore véritablement dépassé l'aversion provoquée par l'Ecole allemande.

Certes, Vives redonne un souffle aux thèses ratzélienne et haushoférienne à travers son ouvrage « Espana, geopolitica del estado y del imperio » publié en 1940, mais il en rejette cependant ardemment les excès. Rapprochant l'Histoire et la Géographie, il considère la Géopolitique comme une synthèse des causes géographiques et historico-politiques de la dynamique spatiale des sociétés. Pour Vives, la Géopolitique est ainsi toujours « vie et mouvement, changement et transformation ».

Sa seconde production majeure est diffusée en 1950 : le « Tratado general de Geopolitica » traduit une réflexion plus large où l'auteur s'attache à étudier de manière générique tous les thèmes de la Géopolitique. Rejetant en général tout déterminisme, Vives plaide notamment pour un monde où l'Esprit prédominerait sur l'Economie, les affinités morales sur l'oppression matérielle. Il met ainsi en avant une certaine idée de l'Hispanité, que l'on peut voir ressurgir aujourd'hui en Espagne, mais aussi en Amérique Latine.

Cet auteur aura permis d'apporter de nombreux éléments de compréhension à la nature complexe des relations hispano-marocaines étudiées ici.

Merci au SEÑOR Enrique pour son soutien et sa très grande érudition.

Quels sont les enjeux géopolitiques du face à face hispano-marocain?

## SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : Une relation ancienne et conflictuelle

Choc des civilisations et espace vital

Le Maroc véritable enjeu colonial

L'Espagne et son protectorat

L'indépendance marocaine source de liberté...et de mécontentements

DEUXIÈME PARTIE: Essai de perspectives du face à face

Une nouvelle volonté d'apaisement

Les clés du futur

## INTRODUCTION

Les géopoliticiens du XIX<sup>ème</sup> et du début du XX<sup>ème</sup> siècle ont théorisé la géopolitique et avec elle les conflits d'intérêt qui ont toujours prévalu depuis que l'homme a constitué des sociétés organisées : puissance maritime contre puissance terrestre, concept d'espace vital, définition des frontières, tels sont les thèmes développés notamment par Mahan, Haushofer, Mackinder ou bien encore Ancel. L'histoire des relations entre le Maroc et l'Espagne illustre au cours des siècles bon nombre de ces analyses qui déterminent finalement la politique des Etats et expriment leur volonté de puissance. Si les rapports hispano-marocains ne se sont jamais déroulés en vase clos, ces deux pays placés sur la frontière entre sphères chrétienne et musulmane mêlent inextricablement leurs histoires où religions et aspirations territoriales ont toujours joué un rôle considérable.

Au tout début de l'Histoire, de nombreuses peuplades occupèrent les deux côtés du détroit de Gibraltar pour former la première civilisation ibéro-maurétanienne. Puis l'invasion musulmane au VIII<sup>ème</sup> siècle vint refouler la chrétienté hispanique au nord de la péninsule pour installer durant sept siècles la domination islamique. Domination remise en cause par la Reconquista chrétienne qui trouvera son accomplissement avec la prise de Grenade, contemporaine de la formation de l'unité espagnole. Ce choc des religions entraînera une longue période de méfiance voire de désintérêt entre l'Espagne et le Maroc, avant que l'ère coloniale du XIX<sup>ème</sup> ne ravive chez les dirigeants espagnols des tentations d'expansion en Afrique du Nord. Viendra ensuite l'occupation d'une partie du Maroc par l'Espagne, sous la forme d'un protectorat, contrarié par des centres de résistance extrêmement forts. L'indépendance du Maroc en 1956 ne permettra pas à cette nation de récupérer l'intégralité de son territoire, engendrant un sentiment de frustration très important dans l'opinion marocaine.

En 2002, l'occupation de l'îlot Persil par des gendarmes marocains déclencha une réaction extrêmement vive des autorités espagnoles, qui décidèrent l'envoi de forces spéciales pour récupérer l'îlot. Cet épisode illustre la persistance tenace du désaccord territorial profond existant encore aujourd'hui entre ces deux pays. Mais la

crise semble aujourd'hui en voie d'apaisement sous l'action diplomatique combinée des deux protagonistes.

Aussi, nous examinerons dans une première partie les ressorts importants du face à face hispano-marocain sous le prisme géohistorique, terme du géopoliticien espagnol Jaime Vicens Vives, dont la vision géopolitique<sup>1</sup> aura contribué à éclairer cette étude.

Puis nous tenterons en second lieu d'analyser les possibles causes du rapprochement observé aujourd'hui entre l'Espagne et le Maroc, et de dégager les enjeux géopolitiques et stratégiques de ce face à face.

---

<sup>1</sup> « Ceci est une œuvre très novatrice. A travers celle-ci sont présentées la vie historique et les caractéristiques actuelles de l'Espagne du point de vue de la science géopolitique, branche moderne de la géographie qui étudie la naissance, le développement, l'apogée et le déclin des Etats dans le cadre de leur environnement géographique, historique et économique. Dans les études contemporaines sur l'Histoire, la Géographie, l'Economie et la politique mondiale, la Géopolitique impose ses normes suggestives et dynamiques. ». Introduction de Espana, Geopolitica del estado y del imperio, Vicens Vives (J), Editorial Yunque, Barcelona, 1940.

## PREMIÈRE PARTIE : UNE RELATION ANCIENNE ET CONFLICTUELLE

La géopolitique est la science qui lie la Géographie et l'Histoire pour une synthèse géographique des faits historiques et politiques des collectivités humaines, pour une synthèse des causes de la dynamique spatiale des sociétés<sup>2</sup>. L'étude des relations hispano-marocaines représente un exemple extrêmement riche de cette dynamique, avec l'affrontement durant une longue période de deux grandes civilisations.

Selon Samuel Huntington, à l'opposé des penseurs allemands du XIX<sup>e</sup> siècle, une civilisation est un espace ou une région culturelle, les principales d'entre elles s'étant identifiées dans une large mesure avec les grandes religions du monde. Les conflits civilisationnels viendraient ainsi des conflits communautaires entre groupes appartenant à des civilisations différentes ou relevant de religions antagonistes, avec pour enjeu le contrôle du sol. S'il n'est pas question ici de débattre du bien fondé de la théorie d'Huntington, l'affrontement qui mit aux prises les peuples arabes et berbères venant d'Afrique aux royaumes de la péninsule ibérique illustre néanmoins l'importance du facteur religieux comme déclencheur initial d'un conflit. Moteur essentiel de la volonté de conquête des arabes et des berbères, l'Islam s'est confronté très tôt aux chrétiens de la péninsule ibérique pour l'occuper des siècles durant, jusqu'à la Reconquête espagnole, permettant aux espagnols et aux portugais de récupérer leur espace vital matérialisé physiquement par la Péninsule, un ensemble géographique cohérent.

### 11. Choc des civilisations et espace vital

#### 11.1. Avant l'Islam

Avant l'arrivée des Musulmans sur la péninsule ibérique, l'histoire laisse supposer que l'Afrique septentrionale, du Nil jusqu'à l'Atlantique, fut toujours habitée

---

<sup>2</sup> Vicens Vives, Espana, Geopolitica del estado y del imperio, op.cit., p 8.

par une même ethnie qui selon les régions fut connue sous le nom de Libyens, Numides ou Berbères. Leur domaine d'expansion ne se limita pas à l'Afrique du Nord et ils ne tardèrent pas à traverser le détroit de Gibraltar pour s'implanter en Hispanie.

Beaucoup plus tard, d'autres immigrations africaines donnèrent l'origine à la civilisation dénommée « ibéro-maurétanienne ». Une caractéristique commune à tous les peuples qui arrivèrent sur la Péninsule ibérique, qu'elles viennent du nord ou du sud, était leur tendance à occuper tout l'espace péninsulaire et à s'étendre des deux côtés du détroit de Gibraltar. Certains spécialistes virent même ici à travers les siècles une règle historique qui voulait que le peuple qui parvenait à dominer l'un des côtés du Déroit parvenait ensuite à dominer l'autre versant. Dans ce cas, la mer n'a jamais matérialisé une frontière séparative mais bien au contraire un espace de contact et de rapprochement<sup>3</sup>.

Ensuite les Phéniciens puis les Grecs vers 900 ans avant J.C, et enfin les Carthaginois fondèrent des comptoirs commerciaux des deux côtés du détroit de Gibraltar. Ces derniers conquièrent une grande partie de la péninsule, jusqu'à ce que les Romains les expulsent en 250 av J.-C., lors de la première guerre Punique. Puis Hamilcar en 238 av J.-C. reconquit le terrain perdu pour créer ce que l'on peut considérer comme le premier empire ibéro-maghrébin. Cet empire connut son apogée avec Hannibal, qui vint même menacer l'empire romain jusqu'aux Alpes, puis il changea de main en 206 av J.-C. en devenant partie intégrante de l'empire romain.

Plus tard, lors des guerres civiles romaines, des factions se disputèrent les deux côtés du détroit, pour finalement revenir à une même unité administrative de la péninsule ibérique et du Maghreb. Toujours le même schéma : celui qui domine occupe les deux rives du détroit.

Les invasions barbares vinrent perturber le fonctionnement de l'empire. A peine les Wisigoths avaient-ils expulsé les Byzantins d'Espagne et conquis le nord marocain qu'une nouvelle religion, l'Islam, vint débiter sa formidable expansion, bousculant les empires perse et byzantin à partir de l'Arabie.

#### 112. L'expansion musulmane

### 1121. Le déferlement sur la péninsule ibérique

Les Arabes arrivèrent au Maghreb en 671, et eurent à combattre la résistance byzantine et berbère. Puis les vainqueurs orientaux entreprirent une vigoureuse politique de conversion à l'islam.

A l'aube du VIII<sup>ème</sup> siècle, sur la péninsule ibérique, une partie de l'aristocratie wisigothique opposée à l'avènement du roi Roderic aurait appelé à l'aide les Musulmans. Le gouverneur de Tanger Tarik ben Ziyad franchit alors le détroit qui portera son nom (Gibraltar) en 711 et entreprit de conquérir la péninsule au nom de l'islam. Il lui suffira de quelques années pour y parvenir, obtenant un succès presque foudroyant sur un vaste territoire où s'était développé le plus brillant des royaumes barbares d'Occident. Seules échappaient à la domination musulmane les Pyrénées et les montagnes cantabriques<sup>4</sup>. Un long règne devait débiter, faste et prospère.

### 1122. Une installation durable

Par la suite, Abd El Rahman, un prince Ommeyade contraint de fuir l'Orient après la victoire des Abbassides, devint en 755 émir d'Al-Andalus, un royaume musulman indépendant occupant la majeure partie de la péninsule. Le succès d'Abd el Rahman en Espagne est à peu près contemporaine celui d'Idriss au Maroc, dont le fils Idriss II sera en 808 le fondateur de Fez et ainsi du royaume du Maroc. Ces deux royaumes rejettent l'autorité du calife de Bagdad, et se développèrent sous celle de deux dynasties distinctes. Puis après une longue période de prospérité économique et culturel, le califat d'Al Andalus se dissout en 1031 et se disloque en une série de petits Etats successifs. L'heure était venue pour les chrétiens de reprendre véritablement la main.

A l'issue d'un long processus, la reconquête chrétienne s'achèvera en 1492, mettant fin à la présence multiséculaire de l'islam en Espagne, mais les influences mutuelles imposées par la géographie et l'histoire entre la péninsule ibérique et le maghreb persistèrent. Le bilan de cette influence musulmane semble positif, malgré

---

<sup>3</sup> VICENS VIVES J., Tratado general de geopolitica, Barcelona, Ed Teide, 1950, p.156.

les destructions engendrées par l'invasion puis les conflits suivants : les apports techniques, culturels et scientifiques des maîtres venus d'Orient sont indéniables. Les Arabes s'étaient faits les dépositaires de la science des Anciens, que les universités de la Chrétienté recherchaient en se tournant à cette époque vers l'Espagne. L'astronomie, les mathématiques et la médecine fournissent les apports les plus considérables. Les orientaux transmettent ainsi à l'Occident la boussole et l'astrolabe, instruments perfectionnés dans le monde musulman. Les écrits du géographe Al Idrisi, du philosophe Averroès, mais aussi les architectures andalouses sont des témoins de la splendeur de l'Espagne maure. Comment ne resterait-il rien de ce long épisode du passé espagnol ? En fait, l'Espagne maure fut un creuset où vinrent se fondre les apports des plus diverses cultures : l'Alhambra de Grenade, création harmonieuse mais composite, le prouve parfaitement. De ce creuset, les produits ont filtré vers l'Europe chrétienne, vers la philosophie scolastique, vers l'art roman, vers les écoles de médecine françaises, vers la poésie lyrique des troubadours. Car les mondes chrétien et musulman ne furent jamais totalement séparés. S'il y avait guerre entre petites sociétés chrétiennes et maures, il y avait aussi échanges, unions, traités et règles de bon voisinage.

Ainsi, le Moyen Age a connu un Islam espagnol vivant et original, dont la richesse et la complexité ont préparé, tout autant que la Reconquête chrétienne, les grandes réussites de l'Espagne future.

### 113. La revanche espagnole

#### 1131. La Reconquista

La dislocation du Califat de Cordoue favorisa la reconquête des Chrétiens et Alphonse VI de Castille conquiert alors Tolède en 1085. Cela marqua le début d'une lutte longue et disputée, où l'islam contre-attaqua à deux reprises. Ainsi, peu après la victoire du roi castillan, une peuplade berbère venue du Maroc, les Almoravides, reconstruisit une unité politique de l'Espagne musulmane comme à l'époque du Califat, Séville devenant leur capitale.

---

<sup>4</sup> Voir carte en annexe 1.

Seconde riposte musulmane à l'avancée des chrétiens en 1120, avec les rebellions d'autres tribus berbères, dont celle des Almohades, au Maroc, qui déclara la guerre sainte aux Almoravides. Ces guerriers franchirent le détroit et s'emparèrent de Tarifa et d'Algesiras en 1146. Puis ils reconstruisirent l'empire hispano-marocain. Les chrétiens tentèrent de réagir mais en 1195, Alphonse VIII subit une défaite cuisante à Alarcos : les Almohades prirent Madrid et Guadalajara. Ces déroutes eurent comme conséquence fondamentale de fédérer au moins provisoirement les royaumes chrétiens de chaque côté des Pyrénées. Le pape Innocent III proclama la croisade anti-almohade et les armées se rencontrèrent le 16 juillet 1212 à Las Navas de Tolosa, sur la Sierra Morena, avec une victoire chrétienne à la clé. C'est la fin pour les musulmans, qui sont peu à peu chassés de la quasi-totalité de l'Espagne. L'Islam recule, les édifices religieux chrétiens s'élèvent. La reconquête est presque achevée en 1230, avec le départ d'Al Mamun qui partit d'Espagne vers le Maroc pour y prendre possession du trône, avec l'aide de Ferdinand III, qui obtint en échange 10 forteresses espagnoles frontalières sur la côte marocaine et la possibilité d'y implanter une mission catholique.

En 1340, la bataille de Rio Salado vint détruire la dernière tentative marocaine de recréer un empire islamique des deux côtés du détroit.

En fait, la reconquête s'achève véritablement le 2 janvier 1492, quand tombe le dernier bastion islamique en Espagne, Grenade.

Pour garantir la sécurité des nouveaux territoires castillans, le capitaine général d'Andalousie, Juan Alonzo de Guzman, prit subséquemment la ville de Melilla en 1497, incorporée à la couronne espagnole en 1498. Ce gage sécuritaire est ainsi à l'origine d'un contentieux territorial entre les deux pays qui perdure encore aujourd'hui.

En fait, la lenteur de la Reconquête, où la société espagnole s'est trouvée sans cesse en état de guerre de 711 à 1492, a modelé durablement les mœurs et les esprits, à l'image des Hidalgos, fameuse classe d'aristocrates guerriers. Par la pression des nécessités, dans un pays pauvre, la Reconquête est devenue au fil des siècles une entreprise de colonisation continue, doublée d'une guerre sainte. La société médiévale espagnole s'est fondée sur ce besoin d'expansion et sur cet élan de foi, formant là

l'héritage de l'Espagne reconquérante. Les divisions entre les différents royaumes chrétiens<sup>5</sup> n'ont ainsi pas empêché que planent au dessus de tous ces royaumes l'unité de foi, l'esprit de croisade et le sens de la lutte contre le Maure. Sans oublier la notion de partager une Histoire commune, et la certitude d'appartenir, en raison de cette Histoire et de la Géographie, à une entité supérieure : l'Espagne<sup>6</sup>. Et bientôt, en 1479, la Castille triomphe de tous les royaumes, avec à sa tête la reine Isabelle. Cette dernière représente pour les Espagnols la race conquérante victorieuse des Maures, et son mariage avec l'héritier d'Aragon annonce véritablement l'unité espagnole. L'esprit castillan va bientôt mener le jeu espagnol et jouera un rôle dans la constitution de l'Espagne moderne, en particulier dans la conquête coloniale qu'elle entreprendra, avec la conception territoriale et religieuse de l'expansion issue de l'héritage de la longue lutte médiévale, et non pas une expansion basée sur l'ambition commerciale.

#### 1132. L'empire espagnol : apogée et déclin

Dans la seconde moitié du XVème siècle, le mariage d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon a pour effet d'associer deux des quatre principaux royaumes chrétiens de la Péninsule. Le troisième (la Navarre) sera rattaché au nouvel état en 1512, le dernier (le Portugal) en 1580 pour une durée de 60 ans. La double monarchie des rois catholiques<sup>7</sup> achève donc la reconquête en annexant l'émirat de Grenade. C'est une étape décisive dans l'unification de l'Espagne : unité religieuse, sinon politique, que les chrétiens renforcent par l'expulsion des juifs en 1492.

Cette même année, outre la prise de Grenade célébrée dans toute l'Europe chrétienne, fut aussi l'année de l'expédition d'un Génois vers un futur « nouveau monde ». La découverte de Colomb annonce la prochaine expansion de l'Espagne au-delà des mers. Dès le second voyage du navigateur commencent l'exploitation et la colonisation espagnoles des Amériques. L'Espagne devient au début du XVIème siècle, une puissance économique et militaire.

---

<sup>5</sup> Asturies, Leon, Castille, Galice, Portugal, Navarre, Sobrarbe, Aragon, Ribagorza et les comtés catalans.

<sup>6</sup> Vicens Vives, Espana, Geopolitica del estado y del imperio, op ;cit., p 79.

<sup>7</sup> Titre accordé en 1494 par le Pape Alexandre VI à la double monarchie.

Mais la religion est toujours restée un facteur essentiel de la pensée politique espagnole. Isabelle de Castille demanda en 1504 dans son testament de poursuivre la lutte contre les infidèles. Les conversions des maures au christianisme furent alors encouragées, voire forcées<sup>8</sup>. L'unification spirituelle imposée est intensifiée, avec des conséquences futures graves : le monde autour de l'Espagne change, et celle-ci ne s'adapte pas, en raison notamment de cet unitarisme religieux engendré par la passion d'unité de la fin du XVIème siècle espagnol. De 1609 à 1611 sont ainsi expulsés tous les Morisques de la Péninsule, jugés finalement non assimilables, représentant par là même une perte matérielle grave pour le pays.

La politique matrimoniale des rois catholiques et une série de hasards fit que Charles de Gand, futur Charles Quint, en montant sur le trône d'Espagne devint ainsi l'héritier d'un empire gigantesque. Ceci représenta le summum de l'expansion espagnole, qui lie pour l'avenir de l'Espagne la politique de celle-ci à l'idée d'Empire, mais disperse néanmoins ses forces et la ruine matériellement pour le conserver.

Le fait colonial espagnol reste ainsi capital pour les temps modernes, et porte en lui la marque de la grandeur, ce qui n'est pas sans importance pour la conscience ultérieure de la nation espagnole. Pendant trois siècles, l'Espagne a fondé un Empire qui, par la langue, la religion, le style de vie, l'absence de préjugé de race, a été un élément fondamental de sa propre existence, et crée des peuples qui portent sa marque.

Le Siècle d'Or de la civilisation espagnole, que l'on situe de 1580 à 1680, fut un épanouissement et marque une apogée spirituelle. Au XVIIème siècle, l'Espagne culturelle est une merveille de subtilité, de beauté, de progrès. Des grands élans intellectuels et artistiques viennent d'un Cervantes ou d'un Velazquez. Mais la décadence pointe déjà avec les difficultés économiques et politiques, entraînant bientôt la ruine de l'Etat, la perte de territoires nombreux lors de guerres perdues contre la France, la concurrence bientôt fatale de l'Angleterre.

---

<sup>8</sup> Les convertis par la force étaient appelés les « morisques ».

Les causes de ce déclin sont nombreuses, et encore mal cernées. Mais cette chute fût un séisme ; Montesquieu la voit comme l'égale de la décadence romaine. A la fin du XVIIème siècle, l'Espagne n'est plus que le vestige de sa puissance passée.

Mort sans héritier en 1700, le dernier des Habsbourg d'Espagne transmet son immense empire au petit-fils de Louis XIV, Philippe V. La dynastie des Bourbons entreprend de moderniser une Espagne qui s'était épuisée à vouloir maintenir son hégémonie. Mais l'invasion napoléonienne et la guerre d'indépendance qui en fut la conséquence (1808-1814) vint presque réduire à néant ces efforts. L'empire colonial en profite pour s'émanciper. Au XIXème siècle, l'Espagne n'est plus qu'une puissance de second ordre. En 1898, une guerre mal engagée avec les Etats-Unis lui fait perdre les derniers lambeaux de l'empire, Cuba et les Philippines, tandis que s'esquissent des tendances nationalistes sur le plan intérieur.

La politique extérieure de l'Espagne se détourna longtemps de l'Afrique au profit des intérêts européens des Habsbourg depuis l'accession au trône d'Espagne de Charles Quint. Seules furent menées pendant ces années de règne des expéditions ponctuelles lorsque la menace des Turcs puis des pirates méditerranéens devenait prégnante sur son flanc sud. Il faudra attendre le XIXème siècle pour que l'Espagne retrouve l'ambition d'un empire africain, à travers son intérêt pour le Maroc, pays souverain bientôt en proie à la convoitise des puissances de l'époque.

## 12. Le Maroc véritable enjeu colonial

Après un long repli sur soi, le Maroc, entre 1800 et 1912, devint un enjeu colonial. Ses ressources naturelles et sa position éminemment stratégique en faisait une proie de premier choix pour de nombreuses puissances de l'époque<sup>9</sup>.

### 121. Le rôle prépondérant de la France et de l'Espagne

Reléguée au second plan dans le duel que se livraient au XIXème siècle principalement la France et l'Angleterre, les deux super-puissances coloniales, l'Espagne surveillait de très près le déroulement des opérations. En effet, elle estimait

---

<sup>9</sup> L'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis.

légitime ses prétentions sur le Maroc compte tenu de ses droits historiques et des territoires qu'elle possédait déjà sur les terres marocaines. Bientôt, la voie diplomatique organisait la mainmise des européens sur le Maroc par la signature de traités commerciaux, dont par exemple les traités hispano-marocains du 26 avril 1860 et du 20 novembre 1861. Les pénétrations économique, financière et politique furent ainsi organisées juridiquement. Conjointement à cette action diplomatique, la France et l'Espagne conduisirent des actions militaires à l'Est et au Sud-Ouest du pays. Se fondant sur le traité du 28 mai 1767 lui reconnaissant le droit exclusif de pêche depuis Santa Cruz jusqu'au nord, et sur l'accord du 26 avril 1860 lui concédant un territoire sur la côte atlantique pour l'établissement d'une pêcherie, l'Espagne s'installa progressivement à Ifni, Saquiat Al Hamra et Oued Ed Dahab. Cette situation, où le Maroc se retrouvait pris en tenaille au sud-est par la France et au sud-ouest par l'Espagne, conduisit bientôt à internationaliser l'affaire marocaine et à organiser le partage de l'empire chérifien.

#### 122. Le partage du Maroc

Le partage fut organisée lors de trois conférences internationales, dont deux concernèrent directement le Maroc. Celle de Madrid avec l'accord signé le 3 juillet 1881, généralisait les privilèges économiques et capitulaires des européens et des Etats-Unis sur le Maroc. La conférence internationale qui se réunit à Berlin en 1884 et 1885, à l'initiative et sous présidence de Bismarck, fut le point de départ réel du processus colonial, avec le partage de l'Afrique en zones d'influence, protectorats et autres colonies au profit des européens.

En Espagne, les quelques rares « africanistes » commencèrent à se faire entendre. On leur devait les projets d'occupation des terres sur lesquelles l'Espagne pouvait revendiquer des droits historiques, surtout pour empêcher que ne l'effectuent la France et la Grande Bretagne. L'un de ces africanistes, le catalan Joaquin Gatell, connaissait parfaitement le Maroc et le sultan grâce à de longs séjours sur ces terres, et il fit une conférence à la Société Géographique de Madrid, créée en 1876. Cette société initia alors de nombreuses expéditions en vue d'explorer l'Afrique et plus particulièrement le Maroc.

En Espagne, il était admis que la pénétration sur le territoire marocain ne pouvait s'effectuer qu'avec l'autorisation effective du sultan. Costa, président de la Société Géographique, écrivit : « Ce qui intéresse l'Espagne, ce qu'a besoin l'Espagne, ce n'est pas de dominer le Maghreb, ce n'est pas de porter ses couleurs jusqu'à l'Atlas ; ce qui intéresse l'Espagne, c'est que le Maghreb ne soit jamais une colonie européenne ; c'est que de l'autre côté du Détroit se constitue une nation forte, indépendante et cultivée, alliée naturelle de l'Espagne, unis à nous par les liens des intérêts communs, comme elle l'est par les liens du voisinage et par ceux de l'Histoire »<sup>10</sup>.

Cette position tranchait nettement avec celles des autres puissances européennes. Recherchant ainsi l'accord des autorités locales, L'Espagne signa un traité en 1884 avec les tribus les plus influentes du désert, plaçant alors sous sa protection les 500 kilomètres de littoral atlantique compris entre les latitudes 20 et 27°Nord, reconnus peu avant par la Société Géographique. Aucune colonie ne fut durablement implantée par les Espagnols sur cette portion de territoire, le but étant de poser des jalons juridiques pour une négociation ultérieure avec les puissances étrangères, spécialement la France et l'Angleterre.

Durant toute cette période, des ententes se firent jour notamment entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et l'Italie au détriment du Maroc, et au profit principalement de la France et de l'Espagne. Mais un différend survint entre la France et l'Allemagne, cette dernière étant écartée du partage. La conférence d'Algésiras, seconde conférence internationale sur le Maroc, se déroula du 16 janvier au 7 avril 1906, et vint officialiser la position du Maroc placé sous contrôle international. Durant cette conférence, le Maroc, principal intéressé, fut encore ignoré. L'Allemagne n'obtint pas ce qu'elle recherchait. L'Espagne et la France se virent reconnaître un intérêt spécial au Maroc, et se partageront bientôt ce pays malgré l'appel à l'aide fait par les Marocains aux Etats-Unis. Ici, en l'occurrence, ils ne souhaitèrent pas prendre position.

---

<sup>10</sup> SALAS LARRAZABAL (R), *El protectorado de Espana en Marruecos*, Madrid, Mapfre, 1992, p.64.

### 13. l'Espagne et son Protectorat

Le Protectorat du Maroc débute en mars 1912 dès la signature du traité par le sultan Moulay Hafid, sous la férule avisée et intelligente du premier Résident général français au Maroc, Hubert Lyautey, ce grand lord colonial de la IIIème république<sup>11</sup>. La conception du Protectorat, selon la convention de Fez, est celle d'un pays gardant ses institutions, s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le contrôle de la puissance européenne laquelle, substituée à lui pour la représentation extérieure, prend généralement à son compte l'administration de son armée, de ses finances, et le dirige dans son développement économique.

La zone de protectorat espagnol, c'est-à-dire la côte nord méditerranéenne jusqu'à Larache mais aussi la partie saharienne du sud de Sidi Ifni à Rass Al Abyad, fit l'objet d'un traité signé le 27 septembre 1912 par les Espagnols et les Français, sans que le Sultan ne soit consulté. Les Espagnols se contenteront d'occuper les ports et ne chercheront pas à administrer réellement l'arrière-pays, obéissant en cela à l'Ecole géopolitique espagnole de ce début du XXème siècle qui mettait l'accent sur l'importance des communications maritimes entre la Méditerranée et l'Atlantique pour rappeler le rôle de premier ordre que pouvait tenir l'Espagne sur ce plan malgré la relative insignifiance de ses colonies en Afrique<sup>12</sup>.

La résistance armée marocaine fut très importante. En effet, les tribus ne pouvaient pas en effet accepter sans réagir la colonisation imposée par des puissances chrétiennes. Avant que le Maroc ne soit considéré comme pacifié en 1934, de nombreux foyers de résistance défièrent aussi les occupants européens : le plus important de ces défis concerna en premier lieu les espagnols dans la région du Rif, région montagneuse du Nord marocain.

#### 131. La guerre du Rif

En 1921 commence en effet la plus moderne des guerres de toutes celles de la résistance marocaine et surtout la plus inquiétante pour les puissances occupantes.

---

<sup>11</sup> Rivet D., Le Maroc de Lyautey à Mohammed V. Le double visage du Protectorat, Paris, 1999, p.9.

<sup>12</sup> Vicens Vives, Espana, Geopolitica del estado y del imperioop.cit., p185.

Modèle de guérilla, elle est menée par la plus puissante tribu du Rif Central, les Beni Ouriaghel, menée par le cadî puis surtout par son fils, Ben Abd el Krim. Ce dernier a un vrai projet politique pour son mouvement, qui débute de façon fracassante et sous les meilleurs auspices pour lui : le 20 juillet 1921, l'armée espagnole venue mater une résistance très mal évaluée est anéantie à Anual, laissant sur le terrain plus de 6000 morts, des prisonniers et de nombreux matériels de guerre. Alors bien armé, auréolé de cette victoire, Abd el Krim réunit les tribus et proclame « la République confédérée des tribus du Rif », refusant tout traité mettant en cause la souveraineté du Maroc. Il devient alors dans le monde arabo-musulman une véritable idole.

Le danger est vite mesuré par Lyautey, qui ne voit pas d'un bon œil l'établissement si près de Fez d'un état musulman indépendant et modernisé, qui pourrait devenir une source d'inspiration pour d'autres. Cela est d'autant plus vrai que les espagnols n'ont pas l'avantage des armes et n'occupent plus en 1924 que Ceuta, Melilla, Arzila et Larache. Aussi, les Français viennent-ils en aide aux Espagnols en installant des postes avancés qui sont aussitôt attaqués par les troupes rifaines. C'était le prétexte qui devait déclencher une véritable guerre. Pendant l'hiver et le printemps suivants, les français résistent difficilement à l'avance des troupes marocaines vers Fez. Cette affaire conduit le gouvernement français à charger le maréchal Pétain de régler cette affaire, entraînant en réaction la démission de Lyautey.

Pétain reçoit des renforts considérables, ainsi que les troupes espagnoles, et après le débarquement réussi à Alhucemas, l'offensive franco-espagnole soumet le Rif. Après un an de guerre totale, Abd el Krim se rend, et est exilé à l'île de la Réunion. C'est ainsi en 1926 la fin de la République du Rif, qui aura vécu quatre années avec ses propres institutions et ses lois. Est-ce là une illustration géopolitique de la force dissociatrice de l'élément montagnéux qui génère ou favorise bien souvent l'apparition d'une culture, d'une langue ou d'un Etat<sup>13</sup> ? En tous les cas, cet épisode inédit aura suscité des réactions de soutien d'un peu partout dans le monde, devenant un symbole de la résistance musulmane face à l'occupant colonisateur.

---

<sup>13</sup> Vicens Vives, Espana, Geopolitica del estado y del imperio, op.cit., p15.

Abd el Krim s'évadera de la Réunion vingt ans plus tard et mourra en Egypte en 1963, où Nasser lui fera des funérailles grandioses. Par ailleurs, la guerre du Rif conduisit indirectement à bouleverser l'échiquier politique espagnol avec la mise en place du régime d'inspiration dictatoriale (1923-1930) de Primo de Rivera, « vainqueur » d'Abd el Krim.

Il convient de noter par ailleurs l'importance que prit la zone espagnole du nord Maroc dans la naissance de la guerre civile d'Espagne (1936), où l'insurrection se déclencha en même temps que la métropole, sous l'impulsion des armées qui y étaient stationnées avec à leur tête un certain général Franco.

### 132. Le bilan de la présence espagnole au Maroc

L'action de l'Espagne au Maroc durant le Protectorat revêtit un caractère discontinu et eut à composer avec une opposition très dure jusqu'en 1927 dans la partie nord, jusque vers 1934 dans la partie sud. Ensuite, après quelques années de tranquillité, la guerre civile puis la seconde guerre mondiale vinrent contrarier l'action de l'Espagne en territoire chérifien, sans oublier la faiblesse de son économie.

De plus, cinq régimes politiques se sont succédés à la tête de l'Etat espagnol durant le Protectorat.<sup>14</sup> Il y eut souvent la tentation de disqualifier les actions des régimes précédents, mais les impératifs de la politique, des relations internationales et du sentiment commun s'imposèrent pour toujours suivre les lignes essentielles de l'action espagnole au Maroc. Il semble que l'Espagne ait ainsi toujours voulu respecter le caractère arabo-musulman des marocains et des sahraouis.

Le domaine financier montre aussi la constance de la volonté espagnole de maintenir sa présence. L'investissement au Maroc représenta un effort régulier et considérable pour la nation espagnole, principalement dans le commerce, l'agriculture, les minerais et les moyens de communication. Les Marocains contestent parfois le soutien réel apporté durant toute cette période par la puissance coloniale au développement économique de leur pays.

---

<sup>14</sup> La monarchie de la Restauration, la Dictature, la IIème république, la dictature de Franco et la période de transition vers la démocratie.

#### 14. L'indépendance marocaine source de liberté... et de mécontentements

##### 141. Un nouveau statut marocain en apparence bien défini

L'Espagne n'a jamais caché ses desseins de puissance en Afrique et spécialement au Maroc, considéré par le général Franco comme une base de départ pour la constitution d'un empire africain sous domination hispanique. Aussi, bien qu'hostile à l'indépendance du Maroc malgré le sentiment national plutôt en faveur du désengagement, il reconnut à son tour mais après la France cette indépendance en avril 1956, sans toutefois rétrocéder plusieurs territoires au Maroc (le Sahara espagnol, Tarfaya, l'enclave d'Ifni et les Présides au Nord). Aussi, deux volontés, l'une impériale, l'autre nationale, s'affrontèrent entraînant une détérioration du climat politique entre les deux pays durant les premières années de l'indépendance.

Pourtant, la décolonisation en douceur du Maroc devait permettre le maintien de liens permanents avec les ex-puissances coloniales. Une véritable union englobant tous les secteurs de la coopération économique, diplomatique, militaire devait se constituer entre le Maroc et la France d'une part, le Maroc et l'Espagne d'autre part. Par exemple, la convention diplomatique d'El Pardo du 11 février 1957 devait instituer une concertation entre le Maroc et l'ancien tuteur espagnol, afin de permettre une transition en douceur. Cependant, des crises en cascade éclatèrent dans le ciel serein de la coopération marocaine avec la France et l'Espagne, qui ne voulaient pas se défaire de leurs territoires en Afrique, et refusaient d'évacuer leurs troupes des bases situées au Maroc. L'Espagne, ayant accepté de lier le sort de sa présence militaire dans la zone nord à celui des troupes françaises, accepta de négocier. Des pourparlers hispano-marocains aboutirent au principe de l'évacuation graduelle mais totale. Mais celle-ci ne concernait que le nord et le centre du pays. Or, le recouvrement de tout le territoire devenait une priorité marocaine au lendemain de l'indépendance. En effet, la politique marocaine repose sur deux pierres angulaires : une monarchie toute puissante et une idéologie nationaliste basée sur le recouvrement du territoire du « Grand Maroc ».

Dans ce cadre, la poursuite de la lutte de l'Armée de Libération nationale (ALN), fraction radicale et autonome du parti de l'Istiqlal, prenait toute sa signification. L'ALN ne cessait d'attaquer avec succès les nombreux postes espagnols

au Sahara dit espagnol. En un temps record, les quatre cinquième du territoire passèrent sous leur contrôle. En octobre 1957, l'Espagne ne contrôlait plus que trois points : Villa Cisneros, El Ayoun, Cap Juby. Devant cette situation, qui menaçait également les possessions françaises, l'opération franco-espagnole « Ecouvillon » du 10 février 1958, massive et foudroyante, défit l'ALN et détruisit son infrastructure militaire, entraînant l'exode d'une grande partie de la population sahraouie. Si le roi ne pouvait appuyer l'ALN dans ce combat, il profita néanmoins de cette action d'envergure étrangère en territoire marocain pour réclamer officiellement les territoires encore sous domination espagnole et française, dans son discours de M'hammid El Guizlan du 25 février 1958.

#### 142. ...Mais des litiges territoriaux empoisonnants

Aucune des parties espagnole et chérifienne ne voulait abandonner ses revendications, s'estimant toutes les deux dans leur droit. Les actions de l'ALN en 1957-58 à Ifni et au Sahara envenimèrent donc gravement les relations. L'Espagne cèda la zone de Tarfaya le 1<sup>er</sup> avril 1958 (accord de Cintra). N'obtenant aucune autre concession, le Maroc poursuivit ses revendications territoriales, y compris les Présides de Ceuta et Melilla, en s'exprimant devant les Nations Unies en octobre 1959 puis 1960.

En septembre 1962, le ministre des Affaires étrangères marocain M. Balafrej exprima le souhait de son gouvernement de mettre fin à l'état d' « incompréhension » qui caractérisait les relations hispano-marocaines. Cette suggestion étant accueillie favorablement à Madrid, un échange de visites officielles eut alors lieu afin de renouer le dialogue entre les deux pays.

L'amélioration des relations bilatérales à laquelle tendait la diplomatie marocaine passait par le « règlement des séquelles du passé, l'édification des rapports maroco-espagnols sur des bases nouvelles », par « voie de négociation » et de

« conciliation »<sup>15</sup>. Le souverain désirait entamer le dialogue sur le fond directement avec le Général Franco, poursuivant trois buts :

- Sortir le Maroc de son isolement régional : en butte à des difficultés avec l'Algérie à l'est et avec la Mauritanie au sud, le Maroc ne pouvait se permettre de rester en mauvais terme avec son voisin du nord.

- Eviter un éventuel front commun Espagne/Algérie/Mauritanie qui pourrait s'opposer aux revendications territoriales du Maroc.

- Elargir à l'Espagne les contacts européens pour éviter un face à face contraignant avec la France.

La rencontre eut lieu à Barajas le 6 juillet 1963. Elle n'aboutit pas à des mesures concrètes mais permit effectivement de montrer les bonnes volontés réciproques des dirigeants.

Cependant, les limites de ce rapprochement se révélèrent rapidement au moment de discuter du règlement des contentieux territoriaux. Concernant l'enclave d'Ifni, l'Espagne était disposée à l'abandonner en contrepartie d'un accord de pêche, qui aurait pu mettre un terme aux incidents existants entre bateaux marocains et espagnols, essentiellement dûs au différend existant sur la limite des eaux territoriales en Atlantique. Le Maroc refusa dans un premier temps cette proposition jugée par trop inégale.

Par ailleurs, l'Espagne était disposée à étudier favorablement le dossier saharien si le Maroc consentait à perpétuer le statu quo dans les Présides.

#### 1421. Le Sahara espagnol

Il convient de souligner que le roi Hassan II, intronisé en 1961, avait une vraie vision géopolitique, et sa politique internationale pouvait se résumer à cette phrase : « Le Maroc ressemble à un arbre dont les racines nourricières plongent profondément dans la terre d'Afrique, et qui respire grâce à son feuillage bruissant aux vents de l'Europe ». Or, pour reprendre cette image, les racines du Maroc sont principalement

---

<sup>15</sup> Le Maroc en marche. Discours de S.M. le roi Hassan II depuis son intronisation, Ministère de l'information, Rabat, 1965, pp. 237 et 225.

sahariennes. C'est pourquoi le monarque fit de la récupération de l'ancien Sahara espagnol un objectif prioritaire. Cette région est de plus riche en phosphates et possède l'un des plus importants bancs de pêche de l'Océan Atlantique.

Si la France créa au grand dam des marocains une Mauritanie indépendante en 1961, le Maroc reconnut cependant l'indépendance de cet Etat huit ans plus tard. Ce réalisme politique était motivé par la volonté de ne pas s'aliéner la Mauritanie dans la perspective de récupérer le Sahara occidental alors sous souveraineté espagnole.

Il faut ajouter que cette cause sacrée permit d'établir réellement l'unité nationale, les leaders du parti de l'Istiqlal déclarant même que « notre indépendance ne sera complète qu'avec le Sahara ». Devant l'obstination espagnole de ne rien céder, le Maroc saisit l'Assemblée générale des Nations Unies qui décida en 1963 de consacrer au problème d'Ifni et du Sahara un point particulier à son ordre du jour. Puis en 1965, l'Assemblée générale adopta une résolution qui « pria instamment le gouvernement espagnol, en tant que puissance administrative, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour la libération de la domination coloniale des territoires d'Ifni et du Sahara espagnol et d'engager à cette fin des négociations sur les problèmes relatifs à la souveraineté que posent ces deux territoires ».<sup>16</sup> Le Maroc était ainsi seul reconnu comme ayant des droits sur les territoires occupés par l'Espagne.

Cette dernière n'était guère disposée à céder ses possessions coloniales et adopta alors une tactique « sous-terrainne » en suscitant les convoitises de l'Algérie et de la Mauritanie. De plus, l'Espagne dissociait l'avenir d'Ifni de celui du Sahara et le gouvernement, plutôt favorable à négocier avec le Maroc sur Ifni, se prononça pour l'autodétermination du Sahara. L'entente hispano-algéro-mauritanienne réussit car, dans sa résolution 229 (XXI) du 20 décembre 1966 d'inspiration tunisienne, l'Assemblée générale incitait l'Espagne à hâter le processus de décolonisation et à arrêter « en consultation avec les gouvernements marocain et mauritanien et toutes autres parties intéressées, les modalités de l'organisation d'un référendum » pour l'autodétermination de la population autochtone du Sahara espagnol<sup>17</sup>. Les autorités

---

<sup>16</sup> Résolution 2072 (XX), documentation officielle de l'ONU, XXème session, AG, Résolution, p. 64.

<sup>17</sup> Documentation officielle de l'ONU, XXIème session, AG, Résolutions, p.75.

marocaines, dans un premier temps fort passives et pour cela brocardées par les partis nationalistes, comprirent ensuite le danger que faisait courir l'entente tripartite à l'intégrité territoriale, et entamèrent alors une offensive diplomatique pour la neutraliser. Le Maroc reprit donc son attitude de coopération initiée à Barajas et se montra plus conciliant avec l'Espagne. Ifni put ainsi être récupéré par le Maroc grâce au traité de Fez du 4 janvier 1969 en échange d'un accord de pêche pour les navires espagnols dans les eaux territoriales marocaines<sup>18</sup>. D'autre part, le gouvernement marocain proclama qu'il acceptait l'application du principe d'autodétermination proposé par l'Espagne, sous réserve que les Espagnols aient quitté auparavant la région et d'autre part que les réfugiés sahraouis qui avaient fui la répression espagnole après les soulèvements soient autorisés à rentrer chez eux.

En parallèle, le climat de confiance instauré entre Rabat et Madrid fut renforcé par la relance effective de la coopération économiques entre les deux pays. Mais dans les faits, l'Espagne ne fut toujours pas pressé d'évacuer le Sahara. Ceci conduisit le Maroc à défaire la triple alliance anti-marocaine pour en substituer une nouvelle en se ralliant la Mauritanie et l'Algérie, qui firent pression sur l'Espagne pour résoudre le problème. Cette alliance de circonstance, basée sur un marché de dupes, ne tarda pas elle aussi à être brisée par les convoitises maghébines sur le Sahara. En 1973, des anciens de l'Armée de libération du Maroc créèrent le Front Polisario, soutenu financièrement par la Libye. En 1974, le Maroc s'opposa formellement au référendum prévu par l'Espagne, car pour lui, il n'y avait pas lieu de soumettre à référendum un territoire marocain dans le but de le détacher du reste du Maroc. Rejetant les arguments espagnols qui prétendaient qu'avant la colonisation, ces terres n'appartenaient à personne, le Maroc proposa à l'Espagne de faire arbitrer la question

le territoire du Sahara occidental. Mais cette même Cour rappela en 1975 la priorité du droit des habitants de la colonie à se prononcer par autodétermination.

Alors, cette même année, eut lieu certainement l'un des « coups » politiques les plus aboutis d'Hassan II. En effet, devant la menace algérienne plus précise, il eut l'idée d'envoyer le 6 novembre plus de deux cent mille hommes et de femmes, coran à la main, reprendre pacifiquement possession de cette partie du territoire national perdue lors des partages coloniaux. Cette « marche verte » plaça les espagnols devant le fait accompli. Et le 14 novembre fut signé l'accord tripartite entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, qui donnait la partie nord du Sahara au Maroc, et la partie sud à la Mauritanie. Là encore, Hassan II fit d'habiles concessions en faveur de la Mauritanie plutôt que de risquer la création d'un état Saharaoui. Mais l'Algérie et le Polisario tentèrent de s'opposer à cette nouvelle situation. Le Front Polisario créa en 1976 la République Arabe démocratique sahraoui, et l'Algérie lui permit d'utiliser son territoire comme base arrière. Le Front conduisait alors de violents combats dans l'ancien territoire espagnol. Si le Maroc résista dans sa partie, ce ne fut pas le cas de la Mauritanie, qui en vint même à renverser ses alliances suite à un coup d'état pro-algérien en 1979 et à offrir la partie sud au Polisario, obligeant alors le Maroc à occuper l'ensemble du territoire ex-espagnol en détruisant les troupes ennemies. Le Sahara occidental était enfin sous contrôle marocain.

De 1980 à 1987, le Maroc bâtit un gigantesque mur fortifié pour empêcher les incursions du Polisario.

Puis en 1991, l'ONU adoptait la résolution 690 prévoyant un référendum qui devait en principe être organisé sous son contrôle<sup>19</sup>, puis en 2003 la résolution 1495 qui définit le plan Baker II, sorte de synthèse des précédentes résolutions. Mais le

En parallèle au différend saharien, le problème des Présides constitue le second contentieux territorial opposant l'Espagne et le Maroc.

#### 1421. Les Présides et autres enclaves

A l'origine, les Présides ne sont pas le fruit de la colonisation mais bien le résultat de faits de guerre.

A partir de l'arrivée sur le trône d'Espagne des Habsbourg en la personne de Charles Quint, la politique extérieure des rois d'Espagne envers l'Afrique fut interrompue par la colonisation du nouveau monde et les présides du Nord du Maroc furent peu à peu perdus, que ne pouvaient plus défendre les rois maures vassaux d'Espagne, attaqués par d'autres potentats hostiles à cette vassalité, ou par les Turcs. Ces derniers harcelèrent les côtes espagnoles grâce à leur domination navale, reconstituée après la défaite de Lépante. La présence espagnole en Afrique se réduisait alors à Melilla, Velez de la Gomera, Oran et Mazalquivir, tandis que les Portugais conservaient les ports de Ceuta et Agadir. La réunification des trônes d'Espagne et du Portugal permit à l'Espagne de garder Ceuta et Larache lorsque cette réunification prit fin avec l'avènement en 1640 de la dynastie de Bragance. Les possessions espagnoles au Maroc au XVII<sup>ème</sup> siècle sont représentées en annexe II, selon la représentation cartographique de Jaime Vicens Vives.

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les sultans du Maroc s'opposèrent aux espagnols et attaquèrent les présides espagnols, qui résistèrent. En 1791, un traité de paix faisait perdre définitivement aux espagnols Oran et Mers el Kebir.

Mais les côtes marocaines étaient très peu sûres, et Madrid proposa à l'Angleterre et à la France de mettre fin aux exactions des pirates marocains.

L'Espagne s'appuie donc sur l'Histoire pour considérer que ces deux petites parties d'Afrique font partie intégrante du territoire espagnol, comme une réalité historique. Il convient de noter d'ailleurs qu'ils considèrent à l'opposé que le cas de Gibraltar, depuis 1704 possession anglaise, appartient à l'Espagne pour des raisons géographiques. Ceci est évidemment discutable.

Depuis le tout début des revendications marocaines de l'ère moderne, les Espagnols se sont donc toujours montrés intransigeants sur le problème des Présides. Le ministre espagnol des Affaires étrangères a par exemple déclaré, à la veille de la déclaration de M. Barafrej citée plus haut : « S'agissant des places de souveraineté, Ceuta et Melilla, l'Espagne n'a rien à négocier »<sup>20</sup>.

Même lorsque le Maroc a saisi l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question de son intégrité territoriale, arguant de l'anachronisme colonial que représentent les villes concernées, l'Espagne s'est toujours montré disposé à discuter sur n'importe quel litige sauf ceux de Ceuta et Melilla.

## DEUXIEME PARTIE : ESSAI DE PERSPECTIVES DU FACE A FACE

### 21. Une nouvelle volonté d'apaisement

211. Après une longue période de crispation, le rapprochement visible de 2003.

Le Maroc et l'Espagne ont signé en 1991 un traité d'amitié et de bon voisinage, impliquant des réunions régulières de haut niveau entre les deux pays, et des axes de

Jusqu'à présent, la politique employée par le Maroc envers l'Espagne consistait souvent à exercer des pressions, à souffler le chaud et le froid comme sur les droits de pêche et la revendication des territoires espagnols de l'antique Hispanie au Maroc, et dans une moindre mesure sur le droit de transit des navires espagnols par les eaux territoriales du Sahara occidental. Les Espagnols considèrent en outre qu'en parallèle existent d'autres moyens de pression utilisées : l'immigration et le trafic de drogue. Ainsi, quand l'Espagne adopte une initiative que le Maroc considère comme incommode, ce dernier peut alors encourager une augmentation du nombre de migrants vers l'Espagne, ou par une action symbolique plus forte revendiquer Ceuta et Melilla dans les forums internationaux du moment.

Jusqu'à ces dernières années, l'attitude diplomatique marocaine était motivée par l'intransigance espagnole et se produisait sur une scène nord-africaine présidé par un indiscutable patron français, qui exerçait un protectorat de fait sur le Maroc, une influence importante sur Tunis et sur la Mauritanie, et qui constituait en outre une référence pour l'Algérie. L'Espagne pour sa part, surtout sous le gouvernement de Gonzales, avait accepté ce schéma de relations ainsi dominé par la France, pensant que c'était là notamment le prix à payer pour que la France modifie sa politique vis-à-vis de l'ETA, qui considérait encore à l'époque les indépendantistes basques comme des réfugiés politiques.

Les relations bilatérales ont connu un accès de fièvre en 2001 lorsque le chef du gouvernement espagnol Aznar prévint Rabat des conséquences que pourrait amener un refus marocain de proroger l'accord de pêche existant entre l'Union Européenne et le Maroc, et qui concernait principalement les navires espagnols. Le Maroc, froissé, rappela son ambassadeur. L'Espagne en 2002 rappela à son tour le sien.

Mohamed VI deux jours après d'autoriser provisoirement les bâtiments de pêche galiciens, affectés par la marée noire, à pêcher dans la ZEE marocaine (c'est-à-dire les eaux du Sahara occidental).

Que s'est-il passé pour que le Maroc ait revisité son attitude vis-à-vis de l'Espagne en mettant fin à la crise diplomatique sans qu'aient réellement disparues les causes qui donnèrent lieu à cette crise? Il semble qu'en fait le schéma de relations internationales au Maghreb est actuellement en cours de remodelage dans un sens qui remettrait en question la primauté de l'axe franco-marocain sur la scène nord africaine.

#### 212. Les effets du nouveau contexte international

Dans ces dernières années s'est produite une énorme mutation. Cette mutation a modifié l'équilibre des forces, bouleversant les alliances. Cette mutation est produite par au moins six facteurs :

- Le premier facteur déclencheur du changement fut l'alliance stratégique de l'Espagne avec les USA<sup>21</sup>, une des décisions politiques les plus importantes de la politique extérieure espagnole depuis des décennies, et qui s'était confirmé avec le ralliement aux nord américains dans la question irakienne. Le retrait des troupes espagnoles d'Irak qui a suivi l'arrivée au pouvoir des socialistes n'a pas modifié fondamentalement le caractère de cette alliance.
- En second lieu, la nouvelle politique internationale et européenne contre le terrorisme a permis d'augmenter l'efficacité de la lutte contre ETA, la France se ralliant à la position espagnole face à ce mouvement.

d'échanges beaucoup plus important qu'entre le Maroc et les USA, s'est vue renforcée avec la coopération anti terroriste d'après le 11 septembre, et cette relation est de plus en plus profonde dans le domaine stratégique, l'Algérie étant l'un des pays qui se sont proposés pour se substituer en cas de besoin à l'Arabie Saoudite dans l'approvisionnement en pétrole des USA. Plus tard, la présence américaine s'est confirmée avec le traité commercial passé avec le Maroc. Les Etats-Unis poussent également pour impulser un nouvel élan à l'Union du Maghreb Arabe afin qu'il devienne un marché commun du Maghreb dans lequel l'économie américaine tiendrait une position prédominante.

- En quatrième lieu, la Russie, partenaire de l'Algérie, a fait entendre sa voix dans la région, manifestant un intérêt dans la concertation politique autour des questions maghrébines, notamment pour le problème du Sahara. Ceci est renforcé par le fait que l'Algérie est un important client de la Russie pour l'armement.
- Le cinquième facteur vient du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre l'Espagne et l'Algérie, signé par Aznar et Bouteflika en septembre 2002, établissant une relation stratégique qui complète les relations commerciales toujours plus étroites, surtout dans le domaine des hydrocarbures, entre les deux pays.
- Enfin, en sixième lieu, la Mauritanie s'est rapproché des USA et Israël, la Mauritanie étant l'un des rares pays musulmans à entretenir des relations avec cet Etat. De plus, la Mauritanie a découvert des sources pétrolifères.

médiane qui sépare l'archipel de la côte continentale. Enfin, en juillet 2002, l'Espagne repoussa militairement l'invasion marocaine de l'îlot Persil sans hésitation aucune, utilisant même une débauche de moyens compte tenu de la présence marocaine plutôt symbolique.

Par ailleurs, l'effet des changements produits sur la scène maghrébine s'est vu amplifiée par quelques erreurs de la politique extérieure marocaine qui ont sans doute affaibli sa position.

La première fut sans conteste l'invasion de l'îlot Persil, qui premièrement fit monter la pression de façon notable sur la région, et ensuite fit entrer les USA comme arbitre de la région. En septembre, l'Espagne dut intervenir à nouveau dans les environs de Persil pour empêcher ce qu'elle considérait comme une seconde tentative d'invasion. Ceci eut deux conséquences empoisonnées pour Mohamed VI: légitimer l'intervention des USA sur un terrain qui jusqu'à présent était plutôt maîtrisé par la France, allié préférentiel chérifien, et d'autre part de casser la première idée-force de la politique de l'axe franco-marocain, à savoir que le Maroc était la clé de la stabilité au Maghreb. Les attentats à Casablanca en 2003, visant notamment la « maison d'Espagne », et la participation de citoyens marocains aux attentats de Madrid en 2004 confortèrent depuis le malaise.

En second lieu, à peine quelques semaines avant l'affaire Persil, Mohamed VI bloqua le fonctionnement de l'UMA en représailles à la politique algérienne au Sahara occidental, s'aliénant les pays concernés.

En fait, Mohammed VI est confronté sur la scène intérieure à l'importance croissante de l'Islam, modéré ou non, et à la crise économique qui sévit durablement dans le pays. Aussi, pour atténuer les effets de ces facteurs et renforcer son autorité, le

Les hommes politiques, les diplomates et les acteurs des sociétés civiles espagnoles et marocaines s'accordent depuis quelques années pour souligner l'influence qu'exercent sur les relations bilatérales les perceptions négatives mutuelles entre Espagnols et Marocains, qui s'inscrivent de plus dans un contexte international d'affrontement entre cultures et religions. L'Espagne, par son rapprochement avec les Etats-Unis, a fait sienne une grille de lecture géopolitique selon laquelle le monde musulman est la source de dangers multiples et de déstabilisations pour l'Occident : terrorisme, migrations, trafic en tous genres...

Pour tenter de résoudre ces problèmes, l'Espagne tente de créer un espace commun culturel d'échanges qui prend pour modèle l'utopie des trois religions qui vivaient en harmonie durant une grande partie de l'occupation musulmane en Espagne au Moyen Age. L'idée est bien de cultiver cet héritage andalou et créer un pont culturel qui aiderait à l'intégration de tous les musulmans en Espagne sur la base de cette Histoire très riche.

L'objectif consiste en premier lieu à contrer la renaissance en Espagne d'un lointain sentiment collectif « anti-maure », perceptible depuis la crise de 2001 à travers quelques cas de violence dirigés contre la communauté musulmane ibérique.

Le malaise est profond. Aussi, cette démarche culturelle ne suffira pas si les deux pays ne s'accordent réellement pour maîtriser une immigration toujours plus importante et mal vécue, aussi bien par les migrants eux-mêmes que par les Espagnols. Les analyses démographiques prospectives prévoient en effet pour la période 2020-2025 une part de la population étrangère proche de 20 à 25% de la population totale, sur les bases des flux migratoires d'aujourd'hui, ce qui entraînerait une modification substantielle des équilibres démographiques et confessionnels actuels. Ceci apporte de

renforcée. Vives écrivait en 1940 : « Le problème du Maroc est le problème du Détroit, et ainsi même celui du glacis continental de sécurité de l'Espagne vis-à-vis de l'Afrique »<sup>22</sup>.

#### 222. Le Maroc comme agent stabilisateur du Maghreb

L'Espagne, comme le Maroc, a souffert du terrorisme. Après les attentats de Casablanca ayant en partie visé des intérêts espagnols, l'implication de citoyens marocains dans les attentats du 11 mars 2004 à Madrid a obligé le renforcement de la coopération en matière de sécurité dans l'agenda bilatéral et a confirmé pour Madrid l'absolue nécessité de rétablir en priorité de bonnes relations avec le Maroc, le terrorisme affectant tout le monde. Ceci coïncidait avec les intérêts marocains exprimés en 2003 de reprendre la main dans le nouveau contexte international.

Ces attentats mirent en effet à mal et de façon durable le mythe du Maroc comme barrière au terrorisme islamique. La monarchie alaouite se présentait jusque là comme un modèle de stabilité religieuse faisant échec à l'extrémisme en raison de la légitimité même du roi dont les racines généalogiques remontent jusqu'au prophète Mahomet.

Les attentats de Casablanca en 2003 avaient montré la faiblesse d'une telle argumentation idéologique, et la prise de conscience de la menace du terrorisme islamique fut vécue par la monarchie marocaine comme une attaque directe à sa légitimité religieuse. Ceci provoqua une riposte très dure y compris vers les milieux islamiques marocains traditionnels. La collaboration avec l'Espagne, au point mort depuis la crise de 2001-2003, reprit doucement forme. Aznar avait privilégié la relation avec l'Algérie en lieu et place du Maroc, Zapatero dès son accession au pouvoir voulut montrer l'importance de resserrer les liens avec le Maroc en y

Le Maroc est le seul pays du Maghreb qui obtint l'indépendance tout en exprimant d'importantes revendications territoriales contre tous ses voisins. Ces revendications sont la cause aujourd'hui d'une instabilité récurrente dans la région, et nécessitent une solution définitive basée sur la reconnaissance internationale des frontières.

Concernant le Sahara occidental, la situation reste bloquée sur la question du référendum. L'Espagne et le Maroc ont déjà perdu trop de temps en polémiques stériles et crises mutuelles réelles ou imaginaires. Le Maroc l'a perdu en d'interminables conflits territoriaux avec ses voisins, qui retardèrent ainsi son développement économique, la possibilité d'implanter une authentique démocratie et a favorisé par là même le développement d'un Islam radical.

L'Espagne n'a pas réussi la décolonisation de son territoire saharien et doit maintenant assumer cette erreur pour se poser en agent de conciliation dans le règlement définitif de la crise. En effet, la construction du Maghreb a perdu un temps excessif dans ce conflit saharien qui n'aura de toute façon pas de solution sans certains renoncements douloureux pour chacune des parties et sans compromis. Les relations bilatérales doivent effectuer un changement de direction radical sur ces questions territoriales pour les convertir en facteurs de coopération hispano-marocaine, puis intermaghrébine. Ces facteurs seront bénéfiques pour toute la région. Mettre par exemple en pratique les solutions préconisées par l'ONU permettrait sans doute de solutionner le drame humain des réfugiés sahraouis, de relancer l'Union du Maghreb Arabe, et de développer sur ce territoire désertique des secteurs comme le tourisme, la pêche, la construction et la création d'infrastructures de communication. Tout ceci serait profitable à l'Espagne et au Maroc ainsi qu'à tous les pays de la région, mais ne

## CONCLUSION

« La politique d'un pays n'est-elle pas dans sa géographie ? », comme le disait Napoléon ? La position isthmique du Maroc, à la croisée de deux mers et de deux continents, a fait et fait de lui le complément naturel de l'Europe vers le monde arabe et l'Afrique. Sa position stratégique a depuis toujours intéressé les grandes puissances maritimes. En effet, « la Méditerranée occidentale, ..., depuis l'Antiquité jusqu'à l'Ere moderne, continue à être la lice où se déroulent les problèmes les plus complexes de l'Humanité »<sup>23</sup>.

L'écrivain Arturo Perez-Reverte a écrit au sujet de l'Espagne et du Maroc: « Nous avons le même sang, fait d'histoire et de siècles fécondés en commun, nourri de guerres, de tueries, d'oliviers et épicé du sel méditerranéen que nous partageons ».

L'Histoire révèle effectivement la continuité des rapports entre le Maroc et l'Espagne, leur richesse, leur intensité mais aussi leur violence. L'empire chérifien, qui avait conquis la presque totalité de la péninsule ibérique, subit à son tour bien plus tard le joug de ceux qu'il avait dominés à l'époque des impérialismes européens, où le Maroc, Etat constitué et reconnu internationalement, fut disloqué et devint l'objet d'une compétition farouche pour sa colonisation. Les protectorats français et espagnols accompagnèrent alors l'entrée du Maroc dans l'ère moderne, ce pays obtenant son indépendance en 1956.

Cette indépendance ne permit pas au Maroc de récupérer l'intégralité de son territoire, entraînant des relations complexes et toujours délicates avec l'Espagne.

Les enjeux géopolitiques d'une réconciliation sont nombreux : En cette époque d'après guerre-froide, le Maroc doit représenter un gage de stabilité pour l'Europe, l'Afrique du nord et surtout pour le monde musulman. L'Espagne souhaite un Maroc démocratique, prospère et stable dans un Maghreb intégré horizontalement, mêlant étroitement ses intérêts avec les intérêts de l'Europe. En effet, un Etat marocain en bonne santé, développant de bonnes relations avec le voisin européen du Nord, permettrait de consolider la porte sud de l'Europe face à une immigration toujours plus imposante, et de lutter contre toutes les sortes de trafic. Le Maroc souhaite également continuer sa coopération commerciale avec l'Espagne, et apparaître de plus en plus comme un partenaire fiable et stable dans les relations internationales.

Mais cette amélioration des relations bilatérales, initiée en 2003, passe nécessairement par la mise à plat des problèmes territoriaux. Si l'Espagne peut éventuellement revendiquer pour des raisons historiques les Présides acquis après la Reconquista et non par la colonisation, il lui faut maintenant éclaircir sa position vis-à-vis du gouvernement marocain quant au processus d'autodétermination du Sahara espagnol.

Une fois encore, les relations bilatérales ne se déroulent pas en vase clos. Et le principal enjeu de ce face à face est européen. En effet, toute l'Europe a intérêt à ce que son partenaire espagnol et le Maroc s'entendent durablement dans une relation de confiance réciproque. Dans un monde troublé dont personne ne peut prévoir l'évolution, une telle alliance permettrait de garantir un vrai glacis sécuritaire au sud.

---

## ANNEXE 1

## Carte du Maroc



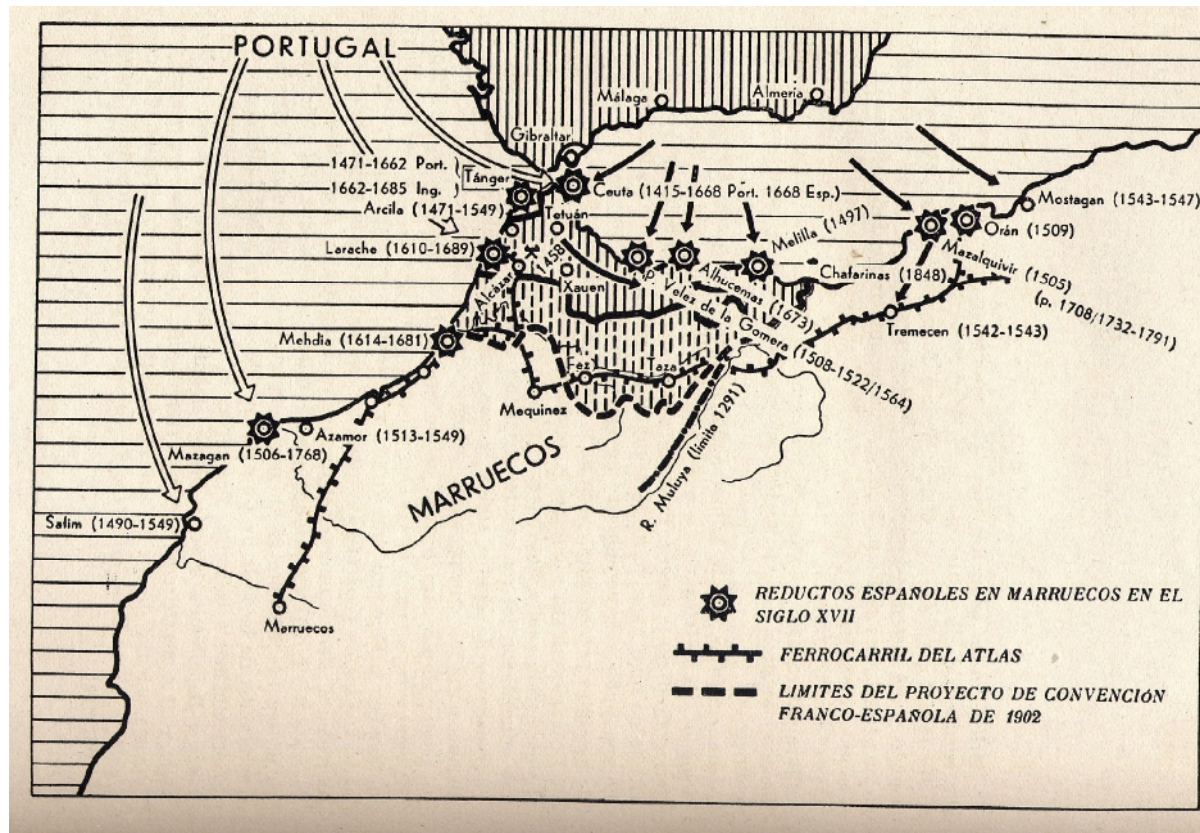
ANNEXE 2

L'Espagne maure



## ANNEXE 3

Les possessions espagnoles au Maroc au XVIIème siècle.



## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES EN FRANÇAIS

- AUBIN (E), Le Maroc d'aujourd'hui, Paris, A. Colin, 1904.
- AYACHE (G.), La guerre du Rif, Paris, L'harmattan, 2004.
- BERRAMDANE (A.), Le Maroc et l'Occident, Paris, Karthala, 1987.
- CONRAD (P.), Histoire de la Reconquista, Paris, Que sais-je ?, n°3287, 1998.
- LAZRAC (R.), Le contentieux territorial entre le Maroc et l'Espagne, Casablanca, Dar El Kitab, 1974.
- LOPRENO (D), PASTEUR (Y) et RAFFESIN (C), Géopolitique et Histoire, Lausanne, Payot, 1995.
- LUGAN (B.), Histoire du Maroc, Paris, Perrin, 2000.
- REZETTE (R.), Le Sahara occidental et les frontières marocaines, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1975.
- VILAR (P.), Histoire de l'Espagne, Paris, Que sais-je ?, n°275, 1947.

### OUVRAGES EN ESPAGNOL

- BOSQUE MAUREL (J), La geografia Politica y la geopolitica en Espana: pasado y presente, Leon, Universidad de Leon, 1992.
- DE LA CIERVA (R), biografia de Franco, ...
- SALAS LARRAZABAL (R.), El protectorado de Espana en Marruecos, Madrid, Mapfre, 1992.
- SANCHEZ (J.E.), La geografia y el espacio social del poder, Barcelona, Libros de la Frontera, 1981.
- VICENS VIVES (J.) - Tratado general de geopolitica, Barcelona, Teide, 1950.

## ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- AYACHE (G), Le sentiment national dans le Maroc du XIXème siècle, Revue historique, 1968.
- EL HOUDAIGUI (R.), La tactique du balancier : une pratique constante de la diplomatie marocaine, Politique et sécurité internationales, n°2, 2002.
- KASBAOUI (N.), Les relations internationales maghrébines et le conflit du Sahara occidental, Faculté des sciences juridiques, Rabat, 1977.
- MAGHREB (Collectif), Les relations hispano-marocaines, Maghreb, n°3, 1964.
- MIGUEZ (A.), Maroc-Espagne : l'amitié et la discorde, Politique Internationale, n°85, 1999.

## ARTICLES DE REVUES EN ESPAGNOL

- REGUERA (AT), Origenes del pensamiento geopolitico en Espana, Barcelona, Documentos de analisis geografica, n°17, 1990.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>I. Une relations ancienne et conflictuelle</u>	3
<u>11.Choc des civilisations et espace vital</u>	3
111. Avant l’Islam	3
112. L’expansion musulmane	5
1121. Le déferlement sur la péninsule ibérique	5
1122. Une installation durable	5
113. La revanche espagnole	6
1131. La Reconquista	6
1132. L’empire espagnol : apogée et déclin	8
<u>12. Le Maroc véritable enjeu colonial</u>	10
121. Le rôle prépondérant de la France et de l’Espagne	10
122. Le partage du Maroc	11
<u>13. l’Espagne et son Protectorat</u>	13
131. La guerre du Rif	13
132. Le bilan de la présence espagnole	15
<u>14. L’indépendance marocaine source de liberté... et de mécontentements</u>	16

<u>II. Essai de perspectives du face à face</u>	23
<u>21. Une nouvelle volonté d'apaisement</u>	23
211. Après une longue période de crispation, le rapprochement visible de 2003	23
212. Les effets du nouveau contexte international	25
<u>22. Les clés du futur</u>	28
221. Le changement de perception des peuples	28
222. Le Maroc comme agent stabilisateur du Maghreb	29
223. La question du règlement des vieux litiges territoriaux	30
CONCLUSION	31
ANNEXES	
Annexe 1 : Carte du Maroc	33
Annexe 2 : L'Espagne maure	34
Annexe 3 : Les possessions espagnoles au Maroc au XVIIème siècle.	35
BIBLIOGRAPHIE	36